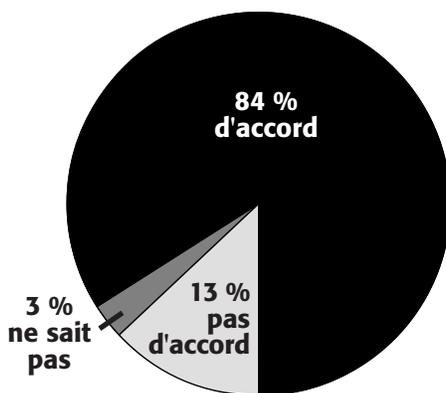


# LES CANADIENNES ET LES CANADIENS REJETTENT LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ, selon un sondage national mené par Ipsos-Reid.

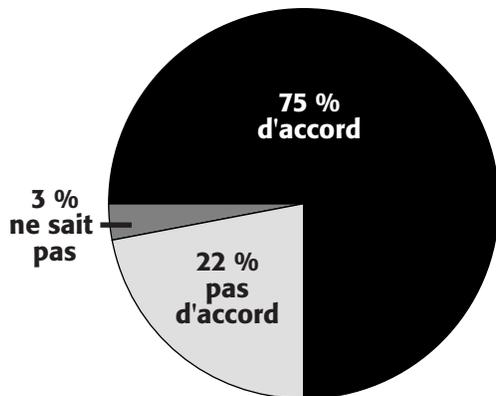
Le SCFP, avec le Conseil des Canadiens, a retenu les services de la firme Ipsos-Reid pour mener un sondage entre le 30 mars et le 1er avril 2004. En tout, 1 057 personnes ont été interviewées au téléphone. Les résultats présentent une marge d'erreur maximale de  $\pm 3,1$  points de pourcentage, ce qui signifie que si un groupe plus important de personnes étaient interviewées, les résultats pourraient varier de 3,1 pour cent vers le haut ou vers le bas.

## Les services publics doivent être fournis par des travailleuses et travailleurs du secteur public



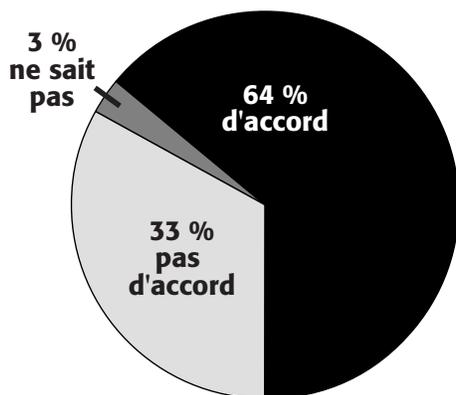
La très grande majorité (84 pour cent) des Canadiennes et des Canadiens sont d'accord avec l'énoncé suivant : « Les services publics du Canada doivent être fournis par des travailleuses et travailleurs du secteur public qui rendent des comptes aux élues et élus et au public, et non par des sociétés qui rendent des comptes à leurs actionnaires ». Ce principe est tout aussi important pour les personnes vivant dans les régions urbaines que pour celles vivant dans les régions rurales. Les Canadiennes et les Canadiens faisant partie de ménages dont les revenus varient entre 30 000 \$ et 60 000 \$ sont encore plus susceptibles d'être d'accord (86 pour cent). C'est au Québec que l'appui à cet énoncé est le plus élevé (88 pour cent) et chez les 35-54 ans. Les femmes sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé (86 pour cent) que les hommes (81 pour cent).

## L'infrastructure publique doit être rebâtie grâce à un investissement public direct



Trois personnes sur quatre (75 pour cent) croient que le « Canada devrait rebâtir son infrastructure publique, comme les hôpitaux, les écoles, les autoroutes et les réseaux de l'eau, par des investissements publics directs plutôt que par des entreprises communes public-privé avec des sociétés ». Un pourcentage légèrement plus élevé de Canadiennes et de Canadiens des régions rurales sont d'accord avec l'énoncé (77 pour cent). Un pourcentage considérablement plus élevé de Canadiennes et de Canadiens vivant dans des ménages dont les revenus sont inférieurs à 30 000 \$ sont d'accord (82 pour cent). L'appui le plus élevé à cet énoncé vient de la région de l'Atlantique (85 pour cent) et chez les 18-34 ans. Les femmes sont plus susceptibles d'être d'accord (78 pour cent) que les hommes (72 pour cent).

## Exclure les sociétés à but lucratif des soins de santé



Les deux tiers (64 pour cent) des Canadiennes et des Canadiens conviennent que « le système de santé du Canada devrait exclure les sociétés à but lucratif et ne compter que sur des fournisseurs de services de santé publics et sans but lucratif ». Il y a peu de différence entre les Canadiennes et les Canadiens des régions urbaines et rurales sur cet énoncé. Les Canadiennes et les Canadiens vivant dans des ménages dont les revenus sont inférieurs à 30 000 \$ sont beaucoup plus susceptibles d'appuyer des soins de santé publics (74 pour cent). C'est en Colombie-Britannique et dans la région de l'Atlantique que l'appui à l'exclusion des entreprises à but lucratif est le plus élevé (68 pour cent) et il est légèrement plus élevé chez les répondantes et répondants de 55 ans et plus. Les femmes sont plus susceptibles d'être d'accord (68 pour cent) que les hommes (59 pour cent).